



## **Réponses aux questions des soumissionnaires**

**1/ Concernant les experts IT, faut-il présenter plusieurs profils ? : OUI**

**2/ Quel est l'environnement technique actuel :**

- **Langage informatique/ framework : Dotnet JAVA JEE.**
- **Système : windows mais nous sommes ouverts à tous autres langages informatiques.,**
- **Réseau : LAN WAN**
- **Base de données utilisée : SQL server...**

**3/ Plus de précisions svp sur le volet Sécurité SI : Notre SI est conforme à la directive nationale des systèmes d'information accessible via le lien : (<https://www.dgssi.gov.ma/fr/content/directive-nationale-de-la-securite-des-systemes-d-information.html>). Le dernier audit de sécurité a été effectué en 2019**

**4/ Concernant les profils testeurs, est ce qu'il s'agit d'automatisation de test, des tests fonctionnels, quelles solutions existantes (robot, celenium, UFT...) : il s'agit des applications ou portails web que vous pourriez développer dans le cadre du présent appel d'offres**



## Réponses aux questions de la 2<sup>ème</sup> société :

1 : Pourriez-vous nous fournir une liste détaillée des partenaires et/ou entités, filiales concernées, s'il y en a davantage que celles listées ci-dessus ? **Il s'agit notamment des directions centrales du ministère de la justice (en nombre de 07), des représentativités territoriales (en nombre de 22) et des tribunaux du royaume (en nombre de 125)**

2 : Liste des actifs numériques du Ministère de la justice :

Sites Web : <https://www.justice.gov.ma/> <https://www.mahakim.ma/> <https://adala.justice.gov.ma/>

Page Facebook : [facebook.com/justice.gov.ma](https://facebook.com/justice.gov.ma) - [twitter.com/justice.gov.ma](https://twitter.com/justice.gov.ma) -

3 : Consultance actuelle Pourriez-vous nous préciser si le PNUD ainsi que le Ministère de la justice bénéficient d'aide quelconque de la part d'institutions tiers dans la conceptualisation du projet de transformation numérique? Si oui, vous serait-il possible de partager les noms de vos partenaires?  
NON

4. Garantie de performance et/ou garantie de soumission : Concernant la "Garantie de performance", la Fiche Technique (ci-après mentionnée "FT"), stipule qu'une garantie de performance d'un total de 10% du contrat est requise, selon, FT no.9, Réf. Section 40). Cela a également été confirmé lors de la conférence préparatoire du 31 mai 2022. Nous notons toutefois qu'une "Garantie de soumission" d'un montant équivalent à 10 000 USD est également mentionnée, FT no. 6, Réf. Section 14 "Garantie de soumission". Pourriez-vous, s'il vous plaît, nous confirmer si les deux formes de garanties sont requises, ou si une seule est suffisante? Si c'est le cas, laquelle des garanties s'applique pour le processus d'appel d'offre? : **Les deux garanties sont applicables, la garantie de soumission est déposée avec l'offre du soumissionnaire et qui est une garantie provisoire et la garantie de performance est redevable à l'étape de la contractualisation**

5 Langue de soumission La langue de la proposition spécifiée dans la Fiche Technique est le français (FT n.1, Réf. Section 7). Cependant, lors de la conférence préparatoire du 31 mai 2022, il a été mentionné que les propositions d'offre devraient également être soumises en langue arabe. Pourriez-vous, s'il vous plaît, nous confirmer ceci ? **l'offre du soumissionnaire peut être déposée en français, au fait c'est les livrables des missions qui doivent être présenté en langue arabe et française.**

6. Présence physique du PMO La Section 5. Termes de Référence, Chapitre premier: clauses administratives et financières, article 2: Lieu d'exécution, précise que les lieux d'exécutions concernent: - la Direction des Etudes, de la Coopération et de la Modernisation du ministère de la justice (DECM), - les Tribunaux du Royaume, ainsi que - les Représentativités Territoriales du Ministère de la Justice. De plus, le RFP stipule en page 33 que l'équipe prestataire doit assurer une présence



physique deux jours par semaine ou à la demande du chargé de projet. Pourriez-vous, s'il vous plaît, nous confirmer si la présence physique hebdomadaire du PMO est obligatoire et/ou non-négociable? S'agissant d'un projet de transformation numérique, la plupart des étapes peuvent être mise en place à distance. Ceci, à l'exception des rencontres et entretiens initiaux pour déterminer les besoins précis des différentes parties prenantes, peuvent être effectuées à distance. Nous tenons surtout, à ce stade, à éviter un cumul de coût trop élevé associé à une présence physique qui engendre des coûts supplémentaires, surtout lors de projets de transformation digitale : **La présence d'un Expert PMO est obligatoire**

7. Paiements en ligne Est-il envisageable d'offrir des prestations de paiement en ligne pour le dépôt de dossier, et les frais administratifs applicables? Est-ce le genre de fonctionnalités que vous désirez avoir sur le long terme? **Le ministère utilise déjà le paiement en ligne et on a tjrs besoins de ce module pour tout nouveau développement**

8. Accès au publique En ce qui concerne les données publiques, est-ce qu'il est prévu que certaines sessions judiciaires soient accessibles aux citoyens / aux publiques ? **Les sessions judiciaires sont accessibles en ligne pour les citoyens concernés et ou les auxiliaires de la justice via authentification**

9. Visioconférence Le projet de transformation digitale comprend-il également le besoin de prestations utilisant la visioconférence dans certains services ou certaines sessions juridiques? **OUI**

10. ERP / CRM Quels sont les ERP/CRM (plateforme de gestion de la relation client) actuellement utilisés par le ministère de la justice, si applicable. **Plateforme pour la gestion des réclamations**

11. Services électroniques Pourriez-vous préciser le genre de services électroniques que vous désirez obtenir à travers les nouvelles plateformes digitales du ministère de la justice. A savoir, pouvez-vous préciser et/ou nous donner des exemples du type de plateforme ou applications mobiles nécessaires pour chaque type d'utilisateur / clients. (C2G - Client à Gouvernement) Par exemple, désirez-vous des services de "Pétitions Agile/Intelligentes - Smart Pétitions" - à savoir, un système d'application interactive et intégrée qui offre un ensemble de service destiné à automatiser le processus lié à la soumission, à l'examen, au suivi, à l'enquête, au paiement des frais et au prise de décisions pour toute affaire traitée par le ministère de la justice ? **le titulaire du marché doit accompagner et assister le ministère de la justice dans l'élaboration de sa stratégie de transformation digitale et de la feuille de route y afférente déclinant ainsi les projets à réaliser, les applications et plateforme à développer**

12. Experts légal, juges d'arbitrage En ce qui concerne les différentes entités juridiques et leurs experts, tels que les juges, les juges d'arbitrages (entre autres), seriez-vous ouvert à la possibilité de plateforme numérique et/ou d'application mobile destinées à ces services spécifiquement ? **Voir réponse question 11**



13. Rapports annuels publiques Est-ce que les rapports annuels sous le chapitre “Publications > Médias” du site Internet du ministère seront mis à la disposition du public et disponibles pour téléchargement ? **Refonte effectuée pour le portail, lancement prévu le 3/6/2022**

14. Infrastructures informatiques D’un point de vue technologique, existe-t-il des limites ou des restrictions quant à l’infrastructure informatique à utiliser? Par exemple, un système de gestion de contenu d’entreprise (CMS) tel que Sitecore/Sitefinity serait-il préférable à un système Open Source tel que Laravel / PHP? Ces deux plateformes sont toutefois soumises à un niveau de sécurité plus élevé et soumises à la gestion de leurs risques informatiques à des équipes IT spécialisées. **NON**

15. Restrictions liée à l’utilisation de la technologie “Cloud” Existe-t-il des restrictions liée à l’hébergement de la future plateforme numérique / des applications mobiles du ministère de la justice sur une solution Cloud comme celles fournies par des prestataires comme Web Microsoft Azure ou Amazon? Le cas échéant, l’équipe informatique va-t-elle fournir un environnement d’hébergement Web local à utiliser? Pourriez-vous, s’il vous plaît, nous fournir des détails quant aux infrastructures et à la configuration IT existante? **OUI / l’hébergement est sous-traité vers un data center tiers 3+ et plus du secteur privé installé au Maroc et qui réponds aux directives nationale de la sécurité des SI.**

16. Échelonnement / déploiement des étapes En dernier lieu, à ce niveau initial du processus, et compte tenu de la proximité de la date de soumission, les éléments d’informations nécessaires actuellement disponibles nous permettent de vous soumettre une proposition détaillée pour la première étape du projet. Quant aux étapes suivantes 2, 3, et 4, ces dernières seront établies à partir de notre soumission de la phase numéro 1, ceci au fur et à mesure des détails fournis et obtenus, tels que ceux demandés ci-dessus, à savoir surtout, la liste des actifs numériques et des parties prenantes. Dès lors, seriez-vous en accord avec une proposition d’offre détaillée de l’étape 1, et est-ce que ceci serait satisfaisant pour votre considération? Le cas échéant, pourriez-vous nous aider à trouver une solution adéquate? **Il est recommandé de se conformer aux termes de références du présent appel d’offres.**

الرابط	التوصيف	التطبيقية
<a href="https://www.mahakim.ma">/https://www.mahakim.ma</a>	الاطلاع على مآل الملفات	Mahakim.ma
E-Justice	الاطلاع على مآل الملفات	E-justice mobile
<a href="http://servicesenligne.justice.gov.ma">servicesenligne.justice.gov.ma</a>	طلب وتسليم شواهد السجل العدل إلكترونيا	مستخرجات السجل التجاري
<a href="http://casierjudiciaire.justice.gov.ma">casierjudiciaire.justice.gov.ma</a>	طلب مستخرج السجل العدلي	مستخرج السجل العدلي
<a href="http://depotbilan.justice.gov.ma">depotbilan.justice.gov.ma</a>	إيداع القوائم التركيبية للشركات	الإيداع الإلكتروني للقوائم التركيبية



portailavocat.justice.gov.ma	منصة تمكن السادة المحامين من إيداع المقالات الإفتتاحية والمذكرات الجوابية إلكترونيا وأداء الرسوم القضائية إلكترونيا	منصة التبادل الإلكتروني مع المحامين
eadoul.justice.gov.ma	إيداع طلبات توثيق عقود الزواج إلكترونيا	طلبات الإذن بالزواج عبر الخط
caiseenligne.justice.gov.ma	التحقق من المبالغ المستخلصة بصناديق المحاكم والتأكد من صحة ما هو مضمن بالوصلات	المنصة الإلكترونية لصناديق المحاكم
rdv.justice.gov.ma	طلب المواعيد بخصوص الخدمات التي تقدمها المحاكم التجارية	بوابة حجز المواعيد بمحاكم المملكة
rnesm.justice.gov.ma	التصريح الإلكتروني لمختلف العمليات المتعلقة بالضمانات المنقولة وأداء الأجرور عنها إلكترونيا	السجل الوطني الإلكتروني للضمانات المنقولة
amendes.justice.gov.ma	الأداء الإلكتروني لغرامات السير الخاصة بالرادار الثابت	الأداء الإلكتروني لغرامات السير